



Communiqué de presse : Visite du Président philippin Aquino dans le cadre des 50 ans de partenariat avec l'UE

Les 15 et 16 septembre, le président philippin Benigno Aquino sera en Belgique. Il voyage à travers l'Europe à la recherche d'appui pour sa politique. La plate-forme des droits humains, *Stop the Killings*, espère que nos dirigeants politiques reconnaissent sa part de responsabilité dans les assassinats des responsables de mouvements sociaux qui demeurent un problème dans son pays.

La semaine dernière, le 5 septembre l'ingénieur Fidela Salvador a été tuée lors d'une visite sur le terrain. Fidela était depuis des années collaboratrice au Center for Development Programs in the Cordillera (CDPC). Cette organisation est un partenaire de l'ONG belge Solidagro, et a été pendant de nombreuses années soutenue par la Province de Flandre-Orientale.

Depuis 2005, nous menons, avec **56 organisations**, une campagne contre les violations des droits de l'homme des dirigeants d'organisations sociales aux Philippines. Plusieurs organisations et ONG belges membres de la plate-forme ont des partenaires aux Philippines dont les membres ont été tués ou ont disparu.

Depuis que le président Aquino est arrivé au pouvoir en juin 2010, **204 militants ont été tués, 21 personnes ont disparu, 208 activistes ont été emprisonnés** dont beaucoup d'entre eux n'ont toujours pas eu de procès. (chiffres : Karapatan.org)

Il n'y a pas que les activistes qui sont victimes de cette culture d'impunité, même les journalistes ne sont pas à l'abri. Selon Human Rights Watch **26 journalistes ont été assassinés** sous le mandat du président Aquino. Le *Committee to Protect Journalists*, un observatoire international des médias, a placé les Philippines à la troisième place des pays les plus dangereux pour les journalistes. Le président a la position et le pouvoir pour changer de cap. Le peuple philippin a droit à la justice.

Pendant toutes ces années, nous avons également reçu la visite de plusieurs témoins clés. Nous pensons par exemple aux avocats du *National Union of People's Lawyers*, une association d'avocats qui plaident, depuis des années, en faveur de la question des droits de l'homme. Il y a deux semaines, l'un d'eux a été assassiné. Concepción Empeño et Linda Cadapan, les mères de deux jeunes filles engagées qui ont disparu en juin 2006, nous ont également rendu visite; ainsi que Raymond Manalo, un témoin clé contre le général Jovito Palparan alias "The Butcher" qui était impliqué dans l'enlèvement de ces jeunes filles.

Toutes ces personnes accusent le gouvernement philippin de ne (presque) pas agir pour arrêter ces massacres. Vu que les coupables ne sont pas punis, on a l'impression que l'armée et les forces paramilitaires sont au-dessus de la Loi. Une analyse qui est partagée par différentes organisations locales et internationales des droits de l'homme.

Le mardi 16 Septembre à Bruxelles, Aquino donnera un discours à l'Institut Egmont sur les 50 ans de coopération avec l'UE. Le titre de la conférence est « *Philippines Relations with the European Union: Shared Values and Prospects for Cooperation* ». Compte tenu du contexte, on peut s'interroger sur quelles «valeurs communes» qu'ils partagent et dont ils discuteront. Nous espérons que nos décideurs politiques, dont le Premier Ministre Di Rupo, saisiront l'occasion de faire comprendre clairement au Président Aquino que nous croyons fortement que les mouvements sociaux doivent être en mesure de se développer librement et ne pas être victimes de harcèlement, d'enlèvement ou d'assassinat.

Plus d'informations : Veronique Coteur - info@stopthekillings.be - 0473/287673